

LIBYE

HRW veut une enquête après une vidéo montrant un des fils de Kadhafi torturé

L'ONG Human Rights Watch (HRW) a demandé hier l'ouverture d'une enquête après la diffusion sur les réseaux sociaux d'une vidéo montrant une scène de torture de Saâdi, un des fils du défunt dictateur libyen Mouammar Kadhafi, dans sa prison à Tripoli.

«Les autorités libyennes responsables de l'établissement pénitentiaire al-Hadba à Tripoli doivent immédiatement enquêter sur les mauvais traitements présumés de détenus dont Saâdi Kadhafi», a indiqué HRW dans un communiqué. L'organisation de défense des droits de l'Homme a également demandé la suspension «des gardes et autres personnes qui auraient été impliquées» et exprimé de «sérieuses préoccupations» sur les méthodes d'interrogatoires utilisées.

Non datée et de provenance inconnue, la vidéo de neuf minutes publiée initialement par le site d'information Clearnews, montre un interrogatoire de Saâdi Kadhafi,

durant lequel il est humilié et frappé au visage. On y voit aussi les geôliers, dont certains en uniforme, qui bandent les yeux du prisonnier avant de l'allonger sur le dos et de le frapper sur la plante des pieds.

Sur sa page Facebook, le bureau du procureur général libyen a indiqué avoir d'ores et déjà démarré une enquête.

Depuis son extradition du Niger en mars 2014, Saâdi Kadhafi est poursuivi pour son implication présumée dans la répression meurtrière de la rébellion de 2011. Il est également accusé du meurtre en 2005 d'un ancien entraîneur d'Al-Itihad, club de Tripoli où ce passionné de football évoluait.



Saâdi Kadhafi.

Saâdi Kadhafi ainsi que même prison ultra-surveillée d'autres responsables de l'ancien Hadba, située à quelques kilomètres du centre de la capitale

libyenne. Ce complexe pénitentiaire comprend aussi un tribunal où sont jugées ces personnalités.

Depuis son ouverture après la révolution de 2011, il est sous le contrôle d'une force dirigée par l'ancien vice-ministre de la Défense, Khaled al-Chérif, un ancien djihadiste, qui s'est alliée avec les milices de Fajr Libya.

Cette coalition de milices s'est emparée de la capitale durant l'été 2014 et y a installé un gouvernement parallèle. Les autorités reconnues par la communauté internationale ont dû s'exiler à l'est du pays. La publication de la vidéo de Saâdi Kadhafi intervient quelques jours après la condamnation à mort de Seif al-Islam, un autre fils de Kadhafi, et de huit autres proches dont le dernier Premier ministre de Kadhafi, Baghdadi al-Mahmoudi, et son ex-chef des services de renseignement, Abdallah Senoussi.

Photo : DR

SELON L'OIM

Plus de 2 000 migrants morts en Méditerranée cette année

Plus de 2 000 décès de migrants ont été enregistrés cette année en Méditerranée, a indiqué mardi à Genève l'Organisation Internationale sur les Migrations (OIM).

«Malheureusement nous avons atteint ce week-end un nouveau niveau avec plus de 2 000 migrants et réfugiés morts» en 2015 en tentant de rejoindre l'Europe via la Méditerranée, a indiqué Itayi Virri, porte parole de l'OIM. L'OIM indique également que près de 188 000 migrants sont arrivés depuis janvier en Europe via la Méditerranée. Elle s'attend à ce que le chiffre symbolique des 200 000 personnes soit «très rapidement atteint». Approximativement, 97 000 migrants et réfugiés sont arrivés en Grèce et 90 500 en Italie, mais les décès sont essentiellement enregistrés dans les tentatives de traversée depuis l'Afrique du Nord vers l'Italie.

Il y a eu 1 930 décès sur cette route contre une soixantaine sur la route de la Grèce, généralement depuis la Turquie. 19 décès dans le Canal de Sicile ce weekend sont venus s'ajouter à ce bilan, précise l'OIM. Dans un des cas, 14 corps ramenés dans le port sicilien de Messine, les migrants sont morts d'épuisement et de soif après que l'eau potable ait été utilisée pour refroidir le moteur du bateau, selon les témoignages recueillis par l'OIM.

TURQUIE

Ankara invitée à faire preuve de retenue

L'Union européenne et les Etats-Unis ont appelé mardi la Turquie à s'en tenir à une «réponse appropriée» dans ses attaques aériennes contre la rébellion kurde du PKK, pointant leur inquiétude sur l'ampleur des raids aériens turcs qui entretiennent le cycle de représailles et pourraient tuer des civils.

Au moins deux autres soldats turcs ont trouvé la mort hier matin dans une nouvelle attaque contre un convoi militaire attribuée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), alors qu'Ankara poursuit ses bombardements massifs contre les bases de la guérilla du nord de l'Irak.

La Turquie a lancé le 24 juillet une «guerre contre le terrorisme» visant simultanément le PKK et les combattants du groupe Etat islamique (Daesh) dans le nord de la Syrie. Mais jusqu'à présent les raids ont visé en très grande majorité la rébellion kurde, ces violences mettant un terme à près de trois années d'accalmie et à un fragile processus de paix. L'armée d'Ankara affirme avoir tué plus de 260 combattants dans ses bombardements. Selon des sources kurdes, dix civils irakiens ont aussi été tués dans des raids ce weekend, mais l'armée affirme n'avoir visé aucune zone habitée. Selon un décompte de l'AFP, au moins 19 membres des forces de l'ordre ont été tués par des attaques du PKK

depuis la fin de la trêve. Dans un communiqué publié à Bruxelles, le commissaire européen à l'Elargissement, Johannes Hahn, s'est dit «très préoccupé» par l'escalade de la violence. «L'UE reconnaît que la Turquie a le droit de prévenir et de réagir à toute forme de terrorisme, qui doit être condamné sans ambiguïté», a affirmé M. Hahn dans un communiqué publié après un entretien avec le ministre turc aux Affaires européennes Volkan Bozkir. Avant d'ajouter : «La réponse doit toutefois être proportionnée, ciblée et elle ne doit en aucun cas mettre en danger le dialogue politique démocratique dans le pays.»

De Washington, le porte-parole du département d'Etat, Mark Toner, a envoyé le même message. «Nous voulons que le PKK renonce à la violence et reprenne les discussions avant le gouvernement turc (...) et nous voulons voir le gouvernement turc répondre de manière proportionnée» aux attaques, a-t-il dit à des journalistes.

Un attentat survenu le 20 juillet à Suruç (sud), qui a fait 32 morts parmi de jeunes militants kurdes, a déclenché un cycle de représailles entre la guérilla et l'armée turque, celle-ci étant accusée de ne pas avoir protégé la population locale.

La guérilla a rompu un cessez-le-feu unilatéral datant de 2013 et le président turc Recep Tayyip Erdogan a mis un terme de facto au processus de paix.

Les opérations de sabotage contre des

objectifs économiques se multiplient en Turquie parallèlement aux attaques de la guérilla contre les forces de l'ordre. Hier, une explosion a endommagé un gazoduc entre l'Azerbaïdjan et l'est de la Turquie et l'acheminement de gaz a dû être suspendu. De leur côté, les Américains comptent profiter du feu vert que vient de leur donner Ankara sur l'utilisation de leur base aérienne d'Incirlik (sud) afin de mener des frappes contre le groupe EI en Syrie.

Le ministère américain de la Défense a affirmé lundi soir que des drones armés de l'US Air Force avaient décollé d'Incirlik pour conduire des missions en Syrie.

«Ce n'est qu'un début...», a twitté Brett McGurk, bras droit du général américain John Allen, l'envoyé spécial des Etats-Unis dans la région en charge de la lutte contre l'EI. Selon les médias turcs, des dizaines de pilotes américains sont attendus dans les prochains jours à Incirlik pour conduire des missions en Syrie.

Sur le plan politique, la situation semble toujours bloquée en Turquie, qui attend la formation d'un gouvernement de coalition depuis les élections du 7 juin ayant privé le parti islamo-conservateur AKP de la majorité absolue au Parlement. Des discussions entre l'AKP et le parti social-démocrate CHP se poursuivent sans avancée majeure, et les médias parient sur la convocation de législatives anticipées par le Président turc.



Edité par la SARL
LE SOIR D'ALGERIE
SIÈGE :
**DIRECTION-
RÉDACTION :**
Fax : 021 67.06.76

ADMINISTRATION :
Fax : 021 67.06.56
1, Rue Bachir Attar
Place du 1^{er} -Mai
- Alger -
Tél. : 021 67.06.58 -
021 67.06.51

COMPTES BANCAIRES :
CPA : Agence

Hassiba Ben Bouali
N°116.400.11336/2
BNA : Agence «G»
Hussein-Dey
N° 611.313.335.31
CCP : N° 14653.59
Registre du commerce :
RC N° 0013739.B.00

**MEMBRES FONDA-
TEURS :**
Maâmar FARAH
Djamel SAÏFI
Fouad BOUGHANEM
Zoubir M. SOUSSI
Mohamed BEDERINA
**GÉRANT-DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION :**
Fouad BOUGHANEM
**DIRECTEUR
DE LA RÉDACTION**
Nacer BELHADJOUDDJA
P.A.O. : «Le Soir»

PUBLICITÉ
Le Soir : SIÈGE -

Fax : 021 67.06.75

BUREAUX REGIONAUX :

BOUMERDÈS

«Résidence Badi», bt 3,
2^e étage,
RN n° 24, Boumerdès-ville
Tél./fax : (024) 79 40 72
Email : lesoir_

boumerdes@yahoo.fr

ANNABA

19, rue du CNRA
(Cours de la Révolution)
Tél. : 038 86.54.22
Fax : 038 86.61.76
Télex : 81095

BLIDA

103, Avenue Ben-Boulaid
Blida
Tél./Fax : 025 40.10.10

-

Tél. : 025 40.20.20

CONSTANTINE

9, rue Bouderbala

(ex, rue petit),
Constantine
Tél. : 031 92.34.23
Fax : 031 92.34.22
ORAN
3, rue Kerras Aoued.
Tél. : 041 33.23.95
SÉTIF
Rue du Fida, centre
commercial Zedioui
1^{er} étage, Sétif.
Tél. : 036 82 11 11

TIZI-OUZOU

Bt Bleu, cage C
(à côté de la CNEP)
2^e étage, gauche
Tél./Fax : 026 12 87 04
Tél. : 026 12 87 01

MASCARA

Rue Senouci Habib
Maison de la presse.
Tél.Fax : 045 80.28.43

TLEMCEEN

Cité R'hiba Bt n°2 RDC.
Tél. : 043 27.30.61 /
Fax : 043 27.30.82

BOUIRA

Gare Routière. Lot N°1.
3^e étage -
Tél. : 026 94 29 19
E-Mail :
lesoirbouira@hotmail.co
m

BÉJAÏA

19, rue Larbi Ben-M'hidi
(rue Piétonnière),
Béjaïa-ville 06000
Tél. : 034 21.14.51
Fax : 034 21.18.60

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

2, rue Cherifi Mohamed
(près du cinéma Vox)

Tél./Fax : (035) 68-10-52

IMPRESSION

Centre : S.I.A Alger
Est : S.I.E Constantine
Ouest : S.I.O Oran

DIFFUSION

Est : Sodi-Press

Centre : Le Soir

Ouest : MPS

Tél. : 0550 17 26 03

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

NOTRE JOURNAL

fait sienne cette citation de Joseph Pulitzer, fondateur du journalisme moderne :

«Il (son journal, ndlr) combattra toujours pour le progrès et les réformes, ne tolérera jamais l'injustice et la corruption ; il attaquera toujours les démagogues de tous les partis, n'appartiendra à aucun parti, s'opposera aux classes privilégiées et aux exploités du peuple, ne relâchera jamais sa sympathie envers les pauvres, demeurera toujours dévoué au bien public. Il maintiendra radicalement son indépendance, il n'aura jamais peur d'attaquer le mal, autant quand il provient de la ploutocratie que de ceux qui se réclament de la pauvreté.»